

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
CS 71354  
68070 MULHOUSE CEDEX 1

MULHOUSE, le 23/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim**

68 RUE DU LOGELBACH  
BP 45  
68000 Colmar

Références : 0006700533\_2023-11-17\_ARMBRUSTER\_Ottmarsheim\_VIIC\_Empoussierement  
Code AIOT : 0006700533

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement ARMBRUSTER Grandes Cultures, implanté Rue du Jura - 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim
- Rue du Jura 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700533
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La SAS ARMBRUSTER Grandes Cultures exploite sur son site de Ottmarsheim, des installations de stockage en silos et de séchage de céréales. La capacité maximale de céréales stockées dans les 5 silos de l'installation est d'environ 200 000 m3.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Contrôle de l'empoussièrement et des procédures de nettoyage, et matériels associés

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Procédures et moyens de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 15.7	Mise en demeure respect de prescription	3 mois
2	Empoussièrement	Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 15.7	Mise en demeure respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Captation des poussières	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 15.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence trois non-conformités :

- point de contrôle n° 1 : l'absence dans le registre de suivi des opérations de nettoyage, des dates effectives de nettoyage ;
- point de contrôle n° 1 : l'absence de justification de l'adéquation aux risques d'incendie et d'explosion présents sur site de l'aspirateur mobile et de l'aspiration centralisée utilisés pour le nettoyage des installations ;
- point de contrôle n° 2 : le non-respect des fréquences de nettoyage fixées par l'exploitant sous sa propre responsabilité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Procédures et moyens de nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 15.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures et moyens de nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration, présentant toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et faire l'objet de consignes spécifiques. (...]
<b>Constats :</b>  En amont de la visite, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection, ses procédures internes : <ul style="list-style-type: none"><li>• référence « MAI-(f)-Nettoyage-site (version du 04/07/2019) » encadrant le nettoyage de ses locaux ;</li><li>• référence « MAI-(f)-Utilisation-exceptionnelle (version du 15/04/2019) » encadrant l'utilisation exceptionnelle du balai, de la perche de nettoyage et/ou d'une soufflette ;</li><li>• référence « MAI-(s)-Sécurité-nettoyage (version du 03/03/2021) » spécifiant les consignes de nettoyage.</li></ul> L'Inspection a constaté que la procédure « Nettoyage-site » détaillait, zone par zone, les espaces à nettoyer ainsi que les fréquences de nettoyage (en/hors activité) à mettre en œuvre. Un tableau à double entrée, composé, en abscisse des semaines de l'année, et en ordonnée, des différentes zones du site, fait office de registre de suivi des opérations de nettoyage. Des cases grisées symbolisent les nettoyages obligatoires. Suite au nettoyage d'une zone, le personnel ayant réalisé l'opération met ses initiales dans la case correspondante. Après analyse de ces documents, l'Inspection a constaté que, étant donné sa conception, ce registre ne permettait pas d'assurer la traçabilité des opérations de nettoyage au jour le jour.  Aux dires de l'exploitant, le nettoyage du site est principalement réalisé via un système d'aspiration centralisé. Au cours de la visite du Silo 1, il a été constaté qu'un réseau d'aspiration centralisé parcourait la tour de manutention, les galeries supérieures et inférieures ainsi que les cellules de stockage. Après avoir fait ouvrir deux prises du système d'aspiration centralisé, l'Inspection a constaté que le réseau de tuyauterie était en pression négative. Suite à l'inspection, l'exploitant a fait parvenir les 20 et 22 novembre 2023, les certificats de ses flexibles et embouts de raccordement, confirmant le caractère antistatique de ceux-ci. En revanche l'exploitant a déclaré que le système d'aspiration (aspirateur centralisé) n'était quant à lui pas de conception spécifique vis-à-vis des risques explosion. Ce dispositif véhiculant des poussières combustibles, il convient de considérer qu'il doit être conçu pour éviter l'occurrence d'un incendie ou d'une explosion.

Lors de la visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il utilisait également un aspirateur portable. Afin de vérifier si cet aspirateur présentait toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion, l'Inspection a analysé son caractère ATEX.

Après contrôle de l'aspirateur sur site et analyse de la déclaration de conformité EU transmise le 20 novembre par l'exploitant, l'Inspection a constaté que :

- le modèle indiqué sur la déclaration (DM3T50) était différent de celui indiqué sur la plaque signalétique de l'aspirateur (D/G30 EC0) ;
- la déclaration de conformité EU n'était pas datée et laissait apparaître la mention « SPECIMEN » en filigrane ;
- la déclaration de conformité EU a été établie au regard de la directive européenne 2014/34/EU du 26/02/2014, mais le marquage spécifique de protection contre les explosions, ainsi que les symboles du groupe et de la catégorie, prévus à l'article 16 de la présente directive étaient absents de la plaque signalétique de l'aspirateur ;
- la mention « Ex II 3D T4 » apparaissant sur l'autocollant ATEX collé sur le flanc de l'aspirateur ne correspondait pas à celle indiquée sur la déclaration de conformité ( Ex UU 3D Ex td III ) .

Compte-tenu de ces éléments, l'Inspection considère que l'aspirateur contrôlé ne présente pas toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Au cours de la visite, le responsable du silo a signalé à l'Inspection que conformément à sa procédure interne « Utilisation-exceptionnelle », l'utilisation de dispositifs de nettoyage risquant de mettre en suspension les poussières de céréales était exceptionnelle. Afin de justifier de ce caractère exceptionnel, l'exploitant a remis à l'Inspection, les copies des derniers formulaires de demande d'utilisation. Après analyse de ces documents, il a été constaté que 9 autorisations avaient été accordées au cours des 4 derniers mois.

Au regard de l'absence :

- des dates des opérations de nettoyage dans le registre de suivi présenté par l'exploitant ;
- de justification de l'adéquation de l'aspirateur mobile et de la centrale d'aspiration aux risques d'incendie et d'explosion présents sur site,

l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Empoussièrement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 15.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Nettoyage des zones à risque

**Prescription contrôlée :**

Tous les silos, [...] ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...]La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

**Constats :**Le contrôle a été réalisé par échantillonnage au sein des bâtiments :

- SILO 1 – fosse de réception, pied d'élévateur, galerie sous cellule, 1er étage (chargement fluvial et PL), galerie d'ensilage ainsi qu'aux 6ème et 7ème étages ;
- SILO 4 – pied de l'élévateur et galerie de connexion.

Au cours de la réunion d'introduction, l'exploitant a remis à l'Inspection, ses registres « nettoyage » 2022 et 2023 (jusqu'à la semaine 45). Après analyse de ceux-ci, il a été constaté, à travers la présence des initiales des employés ayant réalisé les opérations de nettoyage, que les différentes zones de l'installation étaient régulièrement nettoyées, a minima aux fréquences indiquées dans la procédure interne « *MAI-(f)-Nettoyage-site (version du 04/07/2019)* ». Il a également été constaté la présence d'initiales dans certaines cases 'blanches', justifiant des opérations de nettoyage supplémentaires déclenchées suite à des constats d'empoussièrement.

Au regard de la procédure interne « *MAI-(f)-Nettoyage-site (version du 04/07/2019)* », au jour de la visite, la fréquence de nettoyage décidée par l'exploitant sous sa responsabilité était de 1 semaine.

Lors du contrôle sur site, l'Inspection a visuellement contrôlé la propreté des différentes installations. Il a été constaté l'absence d'empoussièrement au sol sur l'ensemble des zones visitées, absence confirmée par la présence de repères peints au sol clairement visibles. Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.

Cependant, l'Inspection a constaté que le niveau d'empoussièrement de certaines zones hors-sol (chemins de câbles, dessus des appareils, capotages de bande transporteuse ...), n'était pas en adéquation avec la fréquence de nettoyage hebdomadaire (le jour de la visite), annoncée par l'exploitant dans sa procédure « *MAI-(f)-Nettoyage-site du 04/07/2019* ».

L'exploitant a également signalé à l'inspection que le nettoyage de certaines zones difficilement accessibles était réalisé annuellement par une société spécialisée.

Au regard de l'absence de nettoyage régulier de l'ensemble des espaces pouvant accumuler de la poussière, conformément à la fréquence décidée par l'exploitant dans sa procédure interne, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas la totalité des dispositions de la prescription contrôlée.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : captation des poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et Arrêté Préfectoral du 20/09/2006, article 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, captation des poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source [...]. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs[...].  <b>et article 15.2 de l'AP du 20 septembre 2006</b>  [...] les dispositifs de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions et les dépôts de poussières. [...]
<b>Constats :</b>

Le contrôle a été réalisé par échantillonnage au sein des bâtiments :

- SILO 1 – fosse de réception, pied d'élévateur, galerie sous cellule, 1er étage (chargement fluvial et PL), galerie d'ensilage ainsi qu'aux 6ème et 7ème étages ;
- SILO 4 – pied de l'élévateur et galerie de connexion.

L'Inspection a constaté lors de sa visite que les sources émettrices de poussières à l'intérieur de l'installation étaient globalement capotées (bandes transporteuses, convoyeurs à chaîne élévateurs à godets). Dans le silo 1, il a été constaté la présence d'un dispositif d'aspiration couplé aux différents carters et capotages, assurant la captation à la source de l'air poussiéreux. Il a été constaté que cet air vicié est canalisé vers 2 filtres situés au 6ème étage du silo.

L'Inspection a également constaté que l'entrée de la bande transporteuse assurant l'expédition fluviale n'était pas capotée. Néanmoins, au regard du caractère semi-ouvert du local où se situe cette connexion, l'Inspection considère cette absence de capotage acceptable.

**Type de suites proposées :** Sans suite